

Et quid pour nos musées ?

Politique Le départ de Mettens n'est qu'une étape de la réforme.

Le départ de Philippe Mettens de la direction de la politique scientifique n'est qu'une étape de la réforme annoncée. Que doivent attendre maintenant les ESF, établissements scientifiques fédéraux (musées, Bibliothèque, Observatoire, IRM, Archives, etc.) ? La secrétaire d'Etat, Elke Sleurs (N-VA), continue à préparer ses dossiers, discrètement. A très court terme, c'est le DG ad interim de la politique scientifique, René Delcourt (MR) qui procédera à la place de Mettens à l'évaluation intermédiaire des directeurs dont le mandat se termine en mai 2017 (Camille Pisani aux sciences naturelles, Patrick Lefèvre à la Bibliothèque royale, Michel Draguet au musée des Beaux-Arts, etc.). Si cette évaluation ne se fait pas dans les 10 jours, la reconduction de ces directeurs est automatique jusqu'en 2017.

Mais, plus important, Elke Sleurs attend avant fin avril, le

rapport de l'inspecteur des finances d'un rapport d'audit approfondi sur la situation financière de chacun des 10 ESF. Ces rapports sont la pièce principale de l'audit financier dont parle la déclaration gouvernementale. A cela, s'ajouteront les notes politiques que la ministre prépare sur chaque ESF.

11 millions d'euros en "cadeau"

En fonction de ça, on devrait avoir en mai des décisions avalisées par le gouvernement, annonçant les futurs contrats de gestion pour chaque institution et l'affectation qu'Elke Sleurs donnera aux 11 millions d'euros, "cadeau" unique qu'elle a récupéré du secteur spatial pour des besoins d'investissements uniquement.

On sait que les craintes restent très vives, car les ESF sont étranglées par les économies imposées (ils ne peuvent même pas puiser dans leur réserves budgétaires, ce qui pourrait heureusement changer) et la déclaration gouvernementale est ambiguë sur une implication possible des communautés dans les ESF.

Guy Duplat